

*Afdeling 2. — Slotbepalingen*

**Art. 30.** Wat het Instituut betreft, wordt bijlage nr. II bij de Code aangevuld met een afdeling *1bis* met als opschrift "Lijst van de aan het Instituut specifieke beroepen", luidend als volgt :

"Afdeling *1bis* - Lijst van de aan het Instituut specifieke beroepen

De volgende beroepen kunnen binnen het Instituut uitgeoefend worden

Niveau	Rang	Beroep
1	A5	Psycho-pedagogisch consulent
2+	B1, B2 en B3	Met weddeschaal B1, B2 of B3, al naar gelang de rang : Afgevaardigde voor het toezicht

".

**Art. 31.** Wat het Instituut betreft, wordt bijlage nr. II van de Code aangevuld met een afdeling *IIbis*, met het opschrift "Proeven betreffende de vergelijkende wervingsexamens voor psycho-pedagogische consulenten en afgevaardigden voor het toezicht", luidend als volgt :

"Afdeling *IIbis* - Proeven betreffende de wervingsexamens voor psycho-pedagogische consulenten en afgevaardigden voor het toezicht :

Naast de bekwaamheden bedoeld in afdeling II van deze bijlage worden de volgende bekwaamheden geëvalueerd op grond van de vergelijkende wervingsexamens voor psycho-pedagogische consulenten en afgevaardigden voor het toezicht

a) niveau 1 :

1° bekwaamheid om de vormingswerkers op pedagogisch, didactisch en technisch gebied te evalueren en advies te verlenen;

2° bekwaamheid om het gebrek aan bevoegdheden of de behoeften aan vorming aan het licht te brengen;

3° bekwaamheid om een referentiesysteem van bevoegdheden te bedenken;

4° bekwaamheid om een vormingsproces te bedenken vanaf een referentiesysteem i.v.m. een beroep of bevoegdheden;

5° bekwaamheid om partnerschappen te ontwikkelen met verschillende gewestelijke of supranationale organisaties (beroeps-, sectorale organisaties, vormingsoperatoren,...);

b) niveau 2+ :

1° bekwaamheid om de oorsprong, de context en de inzet van een aanvraag om tegemoetkoming te identificeren;

2° bekwaamheid om via een individueel onderhoud het eventuele gebrek aan bevoegdheden op te sporen dat bij een aanvrager vormingsbehoeften teweegbrengt;

3° bekwaamheid om de geïdentificeerde vormingsbehoeften te formaliseren en in een vormingsplan vast te leggen rekening houdende met de bekwaamheden, de streefdoelen en de individuele doelstellingen van de aanvrager, alsmede met de sociaal-economische omgeving en meer bepaald met de arbeidsmarkt;

4° bekwaamheid om de persoon die een afwisselende opleiding volgt op te volgen, en haar vooruitgang collegiaal met de andere interveniënten te beoordelen."

**Art. 32.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2004.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

---

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2004 — 2457

[2004/202026]

**27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 10 mars 2004;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 29 mars 2004;

Vu le protocole n° 433 du Comité de secteur XVI, établi le 2 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 36.946/2, donné le 4 mai 2004, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Sous réserve de l'application des dispositions qui prévoient des dérogations ou des modalités particulières d'application dans le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, ci-après dénommé "l'arrêté", est applicable aux membres du personnel contractuel de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ci-après dénommé "l'Institut".

**Art. 2.** Les dispositions par lesquelles le Gouvernement wallon modifie, complète ou remplace des dispositions de l'arrêté sont applicables de plein droit aux membres du personnel contractuel de l'Institut, sauf si elles affectent des dispositions qui prévoient des dérogations ou des modalités particulières dans le présent arrêté.

**Art. 3.** Sauf disposition contraire, il y a lieu de substituer aux mots repris dans la colonne de gauche qui figurent dans l'arrêté les mots qui se trouvent en regard dans la colonne de droite comme suit :

Région	Institut
Ministère(s)	Institut
Secrétaire général	Administrateur général
Gouvernement ou Ministre dans les dispositions ne leur conférant pas un pouvoir réglementaire	Comité de gestion

**Art. 4.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté, les mots suivants "sous réserve de l'application de dispositions particulières arrêtées par le Gouvernement wallon, qui prévoient des dérogations ou des modalités particulières en ce qui concerne l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises." sont ajoutés après les mots "Région wallonne".

#### CHAPITRE II. — Dispositions particulières

**Art. 5.** L'article 2, § 2, de l'arrêté doit se lire comme suit, en ce qui concerne l'Institut :

"§ 2. Par tâches auxiliaires, il y lieu d'entendre :

- 1<sup>o</sup> les tâches de nettoyage, de maintenance ou d'entretien;
- 2<sup>o</sup> les tâches de service dans les cafétérias;
- 3<sup>o</sup> les tâches de téléphonie et d'accueil;
- 4<sup>o</sup> les tâches exercées par les chauffeurs ou les magasiniers;
- 5<sup>o</sup> les tâches de conciergerie ou de surveillance."

L'article 2, § 3, de l'arrêté doit se lire comme suit, en ce qui concerne l'Institut :

"§ 3. Par tâches spécifiques, il y lieu d'entendre :

- 1<sup>o</sup> les tâches de conseiller en formation, chargé de l'information sur les actions de formation;
- 2<sup>o</sup> les tâches d'assistant d'aide à la décision, chargé d'identifier et de définir l'orientation professionnelle des candidats désirant s'inscrire dans un dispositif de formation en alternance;
- 3<sup>o</sup> les tâches de conseiller en alternance, chargé de la coordination et de l'animation des délégués à la tutelle et du personnel travaillant dans les services extérieurs de l'Institut;
- 4<sup>o</sup> les tâches de conception, de mise au point et d'organisation de la stratégie de communication interne et externe de l'Institut;
- 5<sup>o</sup> les tâches en liaison directe avec l'implantation et l'utilisation des techniques de l'informatique et de la communication;
- 6<sup>o</sup> les tâches de réalisation d'études et de rapports statistiques ou juridiques en lien avec les activités de formation;
- 7<sup>o</sup> les tâches de gestion et de suivi de projets d'échanges et de coopération transnationaux dans le secteur de la formation professionnelle;
- 8<sup>o</sup> les tâches confiées à des experts correspondants à des fonctions de niveau 1 et qui exigent une qualification professionnelle requise pour une durée limitée ou pour une activité nettement définie.

L'expert visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, est au moins titulaire d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau 1 et doit répondre aux qualifications professionnelles particulières précisées dans une description de fonction. Le contrat de travail définit les tâches confiées à l'expert ainsi que la qualification professionnelle requise pour une durée limitée ou une activité nettement définie.

L'expert peut bénéficier de l'échelle de traitements de l'agent qui exerce, comme titulaire d'un grade de promotion, une fonction identique ou analogue, sans toutefois dépasser l'échelle de traitement A4 ou A4S selon le cas."

**Art. 6.** L'article 3 de l'arrêté est complété par l'alinéa suivant :

"Chaque année le 31 janvier, l'administrateur général publie un annuaire nominatif du personnel contractuel engagé dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée pour répondre aux besoins visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté, citant leur fonction, leur diplôme, leur échelle de traitement ainsi que la date du début de leur contrat."

**Art. 7.** L'article 4, § 4, de l'arrêté doit se lire comme suit, en ce qui concerne l'Institut :

"§ 4. Pour les engagements visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, parmi les lauréats de la sélection, la priorité est accordée aux personnes pouvant attester de la réussite de tout concours de recrutement de même niveau organisé par le SELOR pour pourvoir aux besoins de la Région, et dont la réserve de recrutement est toujours valide.

L'appel à candidature fait l'objet d'une publicité par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester.

Pour les engagements visés au 1<sup>er</sup> alinéa et pour les engagements aux fins d'accomplissement de tâches auxiliaires, l'Administrateur général ou son délégué et le directeur des ressources humaines procèdent à une première sélection de candidats pour les postes à pourvoir.

Ces candidats sélectionnés font l'objet d'une audition par une commission composée au moins du directeur des ressources humaines ou de son délégué et du responsable hiérarchique du service fonctionnel où la personne sera appelée à travailler. Celle-ci transmet le rapport d'audition au Comité de gestion. Pour chaque candidat, le rapport spécifie au minimum les éléments suivants :

1° définition du poste à pourvoir :

- a) référence au métier;
- b) description des tâches;
- c) position dans le cadre fonctionnel;

2° profil du candidat recherché :

- a) diplôme et formation;
- b) aptitudes et compétences;
- c) le cas échéant, attestation de réussite d'un concours organisé par le SELOR;

3° entretien :

- a) identification du candidat;
- b) motivation du candidat pour occuper la fonction;
- c) expérience professionnelle;
- d) date à laquelle la personne sera disponible pour occuper la fonction;
- e) adéquation au profil demandé;

4° classement du candidat dans un des deux catégories suivantes : convient pour la fonction ou ne convient pas pour la fonction.

Le comité de gestion effectue son choix au sein de la catégorie de personnes qui conviennent pour la fonction.

Il donne les instructions à l'administrateur général afin qu'il procède à l'engagement."

**Art. 8.** Il est ajouté un chapitre *IVter* dans l'arrêté, dont le contenu est le suivant :

*"Chapitre IVter. — Des métiers de délégué à la tutelle et de conseiller pédagogique*

§ 1<sup>er</sup>. Par métier de délégué à la tutelle, il faut entendre le métier qui consiste à assister et accompagner l'apprenti ou le stagiaire d'une part et le chef d'entreprise d'autre part, en vue de conclure entre eux un contrat de formation en alternance, et à veiller, durant la formation, à la qualité de la formation pratique en entreprise, à sa cohérence par rapport au programme de formation, au respect des obligations contractuelles des parties et au bon suivi de la formation théorique en concertation avec le(s) centre(s) de formation concerné(s).

Par métier de conseiller pédagogique, il faut entendre le métier qui consiste à élaborer les référentiels de formation, à conseiller et évaluer les formateurs, tant sur le plan technique que pédagogique, et à évaluer la qualité de la formation dispensée dans les centres de formation visés à l'article 2, 10<sup>o</sup>, du décret du 17 juillet 2003 précité.

§ 2. En ce qui concerne le métier de délégué à la tutelle, des membres du personnel contractuel peuvent être engagés directement au rang B2 lorsque, outre les conditions fixées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté, ils peuvent justifier d'une expérience professionnelle utile de quatre années.

On entend, au sens de l'alinéa précédent, par expérience professionnelle utile, celle acquise dans les domaines de la formation, de l'enseignement, de l'insertion socio-professionnelle, de l'accompagnement de personnes en formation ou du conseil en matière d'orientation professionnelle.

En ce qui concerne le métier de conseiller pédagogique, des membres du personnel contractuel sont engagés au rang A5 lorsque, outre les conditions fixées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté, ils remplissent les conditions suivantes :

1° justifier d'une expérience professionnelle de quatre ans dans le domaine de la formation ou de l'enseignement;

2° être porteur d'un des titres pédagogiques suivants ou équivalents :

- a) diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur;
- b) certificat d'aptitude pédagogique;
- c) certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur;
- d) certificat pédagogique délivré par l'Institut.

§ 3. Pour le métier de conseiller pédagogique, les membres du personnel contractuel bénéficient de l'échelle de traitement correspondant à un grade de rang A5.

Cette rémunération est augmentée de 5.141 € lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° avoir huit années d'ancienneté dans le métier;

2° avoir fait l'objet d'une évaluation favorable, dont les modalités sont définies par le Comité de gestion.

Ce montant est rattaché à l'indice pivot 138,01 au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

§ 4. Pour le métier de délégué à la tutelle, les membres du personnel contractuel bénéficient d'une évolution de carrière du rang B3 vers le rang B2 et du rang B2 vers le rang B1 aux conditions suivantes :

1° avoir quatre années d'ancienneté dans le métier considéré pour le passage du rang B3 vers le rang B2 et huit années d'ancienneté dans le métier considéré pour le passage du rang B2 vers le rang B1;

2° avoir fait l'objet d'une évaluation favorable, dont les modalités sont définies par le Comité de gestion."

**Art. 9.** Il y a lieu de compléter l'article 7 de l'arrêté par l'alinéa suivant :

"Les membres du personnel contractuel peuvent bénéficier du processus de formation organisé par la Direction des ressources humaines de l'Institut."

**Art. 10.** L'article 8, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté doit se lire, pour l'Institut, comme suit :

"Les membres du personnel contractuel bénéficient d'une échelle de traitement d'un grade de recrutement ou d'une échelle de traitement d'un grade de promotion, pour les membres du personnel qui accomplissent un des métiers visés au chapitre *IVter*, de manière équivalente à celle d'un agent ayant la même fonction ou une fonction équivalente, ainsi que les augmentations intercalaires et sexennales qui y sont liées."

**Art. 11.** L'article 12, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté doit se lire, pour l'Institut, comme suit :

"Tout supérieur hiérarchique fixe les objectifs à atteindre par chaque membre du personnel contractuel placé sous son autorité."

Par "supérieur hiérarchique", il faut entendre tout fonctionnaire général, tout agent de rang A4, A5, A6 ou B1, ainsi que tout membre du personnel de rang A5, A6 ou B1, chargé de la gestion d'un service.

**Art. 12.** L'article 13 de l'arrêté n'est pas applicable à l'Institut.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2457

[2004/202026]

**27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden voor de werving van de contractuele personeelsleden van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waalts instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) en hun administratieve en geldelijke toestand**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 maart 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 10 maart 2004;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises", gegeven op 29 maart 2004;

Gelet op het protocol nr. 433 van het sectorcomité XVI, opgemaakt op 2 april 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 36.946/2, gegeven op 4 mei 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen van dit besluit die voorzien in afwijkingen of in bijzondere toepassingsmodaliteiten is het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, hierna "het besluit" genoemd, van toepassing op de contractuele personeelsleden van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises", hierna "het Instituut" genoemd.

**Art. 2.** De bepalingen waarbij de Waalse Regering bepalingen van het besluit wijzigt, aanvult of vervangt, zijn van rechtswege toepasselijk op de contractuele personeelsleden van het Instituut, behalve als ze inwerken op bepalingen van dit besluit die in afwijkingen of in bijzondere toepassingsmodaliteiten voorzien.

**Art. 3.** Behalve andersluidende bepaling worden de in onderstaande linkerkolom opgenomen termen door die uit de rechterkolom vervangen in de bepalingen die hen geen reglementaire bevoegdheid toewijzen :

Gewest	Instituut
Ministerie(s)	Instituut
Regeringsdiensten	Instituut
Secretaris-generaal	Administrateur-generaal
Regering of Minister	Beheerscomité

**Art. 4.** In artikel 1, eerste lid, van het besluit wordt het zinsdeel "onder voorbehoud van de toepassing van de door de Waalse Regering vastgelegde bijzondere bepalingen die voorzien in afwijkingen of in bijzondere modaliteiten wat betreft het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" toegevoegd na de woorden "onder het Waalse Gewest ressorteren".

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen*

**Art. 5.** Artikel 2, § 2, van het besluit dient, wat het Instituut betreft, te worden gelezen als volgt :

"§ 2. Onder bijkomende opdrachten wordt verstaan :

1<sup>o</sup> de opdrachten i.v.m. schoonmaak en onderhoud;

2<sup>o</sup> de opdrachten i.v.m. dienstverlening in cafetaria's;

3<sup>o</sup> de opdrachten i.v.m. telefonie en onthaal;

4<sup>o</sup> de opdrachten van chauffeurs of magazijniers;

5<sup>o</sup> de conciërge- of toezichtsoopdrachten."

Artikel 2, § 3, van het besluit dient, wat het Instituut betreft, te worden gelezen als volgt :

"§ 3. Onder specifieke opdrachten wordt verstaan :

1<sup>o</sup> de opdrachten van vormingsadviseur, met name de informatieverstrekking over de vormingsacties;

2<sup>o</sup> de opdrachten van assistent m.b.t. de bijdrage in de besluitvorming, met name de identificatie en de bepaling van de beroepsoriëntering van de kandidaten die in een stelsel voor alternerende opleiding wensen opgenomen te worden;

3° de opdrachten van adviseur inzake alternerende opleiding, met name de coördinatie en het vormingswerk van de afgevaardigden voor het toezicht en van het personeel dat bij de buitendiensten van het Instituut werkt;

4° de opdrachten betreffende het bedenken, uitwerken en organiseren van de interne en externe communicatiestrategie van het Instituut;

5° de opdrachten in rechtstreeks verband met de totstandbrenging en het gebruik van informatica- en communicatietechnieken;

6° de opdrachten inzake het uitvoeren van studies en het opstellen van statistische of juridische verslagen i.v.m. de vormingsactiviteiten;

7° de opdrachten inzake het beheer en de opvolging van projecten betreffende transnationale uitwisselingen en samenwerking in de sector van de beroepsopleiding;

8° de aan deskundigen toevertrouwde opdrachten die overeenstemmen met functies van niveau 1 en die een beroepskwalificatie vereisen voor een bepaalde duur of voor een welbepaalde activiteit.

De in het eerste lid, 8°, bedoelde deskundige is minstens houder van een diploma dat toegang geeft tot de betrekkingen van niveau 1 en voldoet aan de bijzondere beroepskwalificaties die nader bepaald worden in een functi omschrijving. De arbeidsovereenkomst bepaalt de aan de deskundige toevertrouwde taken, alsmede de voor een bepaalde duur of voor een welbepaalde activiteit vereiste beroepskwalificatie.

De deskundige kan in aanmerking komen voor de weddeschaal van het personeelslid dat als houder van een bevorderingsgraad een identieke of analoge functie uitoefent, zonder evenwel de weddeschaal A4 of A5, al naar gelang het geval, te overschrijden."

**Art. 6.** Artikel 3 van het besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

"De administrateur-generaal publiceert jaarlijks op 31 januari een nominatief jaarboek van het contractuele personeel dat in het kader van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur in dienst genomen wordt om in te spelen op de behoeften bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van het besluit. Het jaarboek vermeldt de functie, het diploma, de weddeschaal van de personeelsleden, alsmede de begindatum van elke arbeidsovereenkomst."

**Art. 7.** Artikel 4, § 4, van het besluit dient, wat het Instituut betreft, te worden gelezen als volgt :

"§ 4. Wat betreft de indienstnemingen bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, wordt onder de geslaagden voorrang verleend aan de personen die kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen van hetzelfde niveau dat door SELOR wordt georganiseerd om in te spelen op de behoeften van het Gewest en waarvoor de wervingsreserve nog steeds geldig is.

De oproep tot de kandidaten wordt bekendgemaakt via elk communicatiekanaal dat elke belanghebbende de gelegenheid geeft zich kenbaar te maken.

Wat betreft de indienstnemingen bedoeld in het eerste lid en de indienstnemingen met het oog op de uitvoering van de bijkomende opdrachten, maken de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde en de directeur human resources een eerste selectie van de kandidaten om de betrekkingen in te vullen.

De vooraf geselecteerde kandidaten worden door een commissie gehoord die hoe dan ook bestaat uit de directeur human resources of zijn afgevaardigde en uit de hiërarchische verantwoordelijke van de functionele dienst waar betrokkene zal werken. Het verslag van de hoorzitting wordt aan het beheerscomité overgemaakt. Voor elke kandidaat vermeldt het hoorverslag hoe dan ook de volgende gegevens :

1° Omschrijving van de in te vullen betrekking :

- a) verwijzing naar het beroep;
- b) taakomschrijving;
- c) positie in de functionele personeelsformatie.

2° Profiel van de gezochte kandidaat :

- a) diploma en vorming;
- b) geschiktheid en vaardigheden;
- c) desgevallend, bewijs van het slagen voor een door SELOR georganiseerd vergelijkend examen.

3° Onderhoud :

- a) identificatie van de kandidaat;
- b) motivering van de kandidaat om het ambt te bekleden;
- c) beroepservaring;
- d) datum waarop de persoon beschikbaar is om het ambt te bekleden;
- e) overeenstemming met het gevraagde profiel.

4° Indeling van de kandidaat in één van de twee volgende categorieën : is geschikt voor het ambt of is niet geschikt voor het ambt.

Het beheerscomité maakt zijn keuze uit de categorie personen die geschikt zijn voor het ambt.

Het geeft de nodige instructies aan de administrateur-generaal om de indienstneming door te voeren."

**Art. 8.** Het besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk IVter, luidend als volgt :

"Hoofdstuk IVter. — *De beroepen van afgevaardigde voor het toezicht en van psycho-pedagogisch consulent*

§ 1. Onder beroep van afgevaardigde voor het toezicht wordt verstaan, het beroep dat bestaat in de begeleiding van de leerling of de stagiair, enerzijds, en de bedrijfsleider, anderzijds, met het oog op het sluiten tussen hen van een contract voor afwisselende opleiding en om tijdens de vorming te zorgen voor de kwaliteit van de praktische vorming op de werkvloer, voor de coherentie ervan ten opzichte van het vormingsprogramma, voor de nakoming van de contractuele verplichtingen van de partijen en voor de vlotte opvolging van de theoretische vorming in samspraak met het/de betrokken centrum/centra.

Onder beroep van psycho-pedagogisch consulent wordt verstaan, het beroep dat erin bestaat vormingsreferentiemodellen uit te werken, de vormingswerkers advies te geven en zowel op technisch als op pedagogisch niveau te beoordelen en de kwaliteit te evalueren van de vorming verstrekt in de vormingscentra bedoeld in artikel 2, 10°, van bovenvermeld decreet van 17 juli 2003.

§ 2. Wat betreft het beroep van afgevaardigde voor het toezicht, kunnen contractuele personeelsleden rechtstreeks geworven worden in rang B2 wanneer ze naast de in artikel 4, § 1, van het besluit bedoelde voorwaarden, het bewijs kunnen leveren van vier jaar nuttige beroepservaring.

In de zin van deze paragraaf wordt verstaan onder nuttige beroepservaring, de ervaring opgedaan inzake vorming, onderwijs, socio-professionele inschakeling, begeleiding van personen in vorming of adviesverlening inzake beroepsoriëntering.

Wat betreft het beroep van psycho-pedagogisch consultant worden contractuele personeelsleden in rang A5 geworven, wanneer ze naast de in artikel 4, § 1, van het besluit bedoelde voorwaarden de volgende voorwaarden vervullen :

- 1° vier jaar beroepservaring hebben inzake vorming of onderwijs;
- 2° houder zijn van één van de volgende pedagogische of gelijkwaardige titels :
  - a) geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs;
  - b) getuigschrift pedagogische bekwaamheid;
  - c) getuigschrift pedagogische bekwaamheid aangepast aan het hoger onderwijs;
  - d) door het Instituut afgegeven pedagogisch getuigschrift.

§ 3. Wat het beroep van psycho-pedagogisch consultant betreft, genieten de contractuele personeelsleden de weddeschaal die overeenstemt met de graad van rang A5.

Die bezoldiging wordt verhoogd met € 5.141 wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- 1° acht jaar dienstanciënniteit hebben in bedoeld beroep;
- 2° het voorwerp hebben uitgemaakt van een gunstige evaluatie, waarvan de modaliteiten door het beheerscomité bepaald worden.

Dat bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

§ 4. Wat het beroep van afgevaardigde voor het toezicht betreft, gaan de contractuele personeelsleden over van rang B3 naar rang B2 en van rang B2 naar rang B1 onder de volgende voorwaarden :

- 1° vier jaar dienstanciënniteit hebben in bedoeld beroep voor de overgang van rang B3 naar rang B2 en acht jaar voor de overgang van rang B2 naar rang B1;
- 2° het voorwerp hebben uitgemaakt van een gunstige evaluatie, waarvan de modaliteiten door het beheerscomité bepaald worden."

**Art. 9.** Artikel 7 van het besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

"De contractuele personeelsleden kunnen in aanmerking komen voor het vormingsproces dat georganiseerd wordt door de directie human resources van het Instituut."

**Art. 10.** Artikel 8, § 1, van het besluit dient te worden gelezen als volgt :

"De contractuele personeelsleden die één van de in hoofdstuk IVter bedoelde beroepen uitoefenen, komen in aanmerking voor dezelfde weddeschaal van een wervings- of bevorderingsgraad als een personeelslid met dezelfde of een gelijkwaardige functie, alsmede voor de tussentijdse en zesjaarlijkse loonverhogingen die ermee gepaard gaan."

**Art. 11.** Artikel 12, eerste lid, van het besluit dient, wat het Instituut betreft, te worden gelezen als volgt :

"Elke hiërarchische overste bepaalt de doelstellingen die gehaald moeten worden door elk contractueel personeelslid dat onder zijn gezag staat."

Onder "hiërarchische overste" wordt verstaan elke ambtenaar-generaal, elk personeelslid van rang A4, A5, A6 of B1, alsmede elk personeelslid van rang A5, A6 of B1 belast met het beheer van een dienst.

**Art. 12.** Artikel 13 van het besluit is niet toepasselijk op het Instituut.

#### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2004.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

#### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2458

[2004/202025]

**23 DECEMBRE 2003.** — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 15, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et d'autres dispositions légales

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Vu le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et d'autres dispositions légales, notamment les articles 15, § 4 et 15, § 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 précité, notamment l'article 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 octobre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2003,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En ce qui concerne le nombre de points visés à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et d'autres dispositions légales, le nombre de points maximum qui peuvent être octroyés par poste de travail est de douze points et ce, quelles que soient les qualifications du travailleur ou son appartenance à l'une des catégories visées aux articles 7 à 9 du décret du 25 avril 2002 précité.

**Art. 2.** En ce qui concerne, le nombre de points visés à l'article 15, alinéa 3, de l'arrêté précité, le nombre de points maximum qui peuvent être octroyés par poste de travail est de douze points et ce, quelles que soient les qualifications du travailleur ou son appartenance à l'une des catégories visées aux articles 7 à 9 du décret précité.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Namur, le 23 décembre 2003.

Ph. COURARD